

c'est déjà les municipales
c'est fou

ALORS COMME
ÇA VOUS VOULEZ
ÊTRE MON PATRON ?

JE VOUS
ÉCOUTE !

JE SUIS SUPER
NIGNON MAIS MES
IDÉES SONT TRÈS
SALES

JE PARLE
SUPER BIEN
MAIS J'AI PAS
DE PROGRAMME

AH AU
SELOURS !
QUI
PARLE ?

**Cinéma
paradisio**
page 3

**Lapin
compris**
page 6

**Les voix
nazillardes**
page 8

THE MAIRE

SAISON
2026

En février prépare toi à voter

l'édito

Les 15 et 22 mars, résistons !

Il y a peu de travailleurs qui peuvent choisir leur patron. C'est pourtant bien ce que seront amenés à faire les agents métropolitains lorsqu'ils glisseront leurs bulletins dans l'urne pour les municipales.

Difficile toutefois de se décider parmi l'avalanche de projets pharaoniques sans commencement de chiffrage et la foule de candidats qui tous raseront gratis demain.

Difficile aussi de se décider lorsqu'une grande partie de nos politiques se cachent derrière le caractère local de l'élection pour brouiller les cartes. Car on entend çà et là que les municipales « ce n'est pas pareil », ce n'est pas du national, c'est donc pas du retournement de veste et rien d'honteux à s'arranger avec sa conscience. Les municipales, c'est le quotidien : on fait de la gestion, pas de la politique ! On ne va pas se compliquer la vie avec des (grands) principes ! Ah bah ça alors, c'est la meilleure ! Ce ne serait donc pas de la politique de décider de confier la gestion de services publics comme l'eau ou les transports au secteur privé ? Ce ne serait pas non plus de la politique d'accompagner la paupérisation de la fonction publique territoriale en refusant d'augmenter le régime indemnitaire des agents malgré le gel du point d'indice ?

Il n'y a pas de petite et de grande politique, il y a des événements dont l'écho est national ou international et des événements plus locaux. Ce qui se passe en bas de chez moi, dans mon service, sur ma fiche de paie me donne l'impression d'être différent de ce qui m'est raconté à la télévision et dans les journaux. Pourtant, il n'y a pas de différence de nature entre ces événements qui se répondent et qui sont tous politiques. Ainsi, la montée de l'extrême droite dans le monde, que ce soit aux États-Unis, en Russie ou ailleurs, appartient du même mouvement que les actes et manifestations néonazis récents qu'a connus la métropole lilloise et qu'a permis la normalisation des discours xénophobes et racistes.

Alors, cher-e collègue, lorsque tu glisseras ton bulletin dans l'urne le mois prochain, méfie-toi de ceux qui se revendiquent apolitiques et qui voudraient te faire croire que les municipales sont une élection de syndic de copropriété ! Faute de pouvoir t'en remettre aux programmes hors-sols et aux promesses d'ivrognes, prends le temps de contempler le bilan de ceux qui se proposent d'être non seulement tes édiles mais également tes patrons. N'oublie pas ceux qui n'ont eu

de cesse de pointer du doigt les fonctionnaires et de mépriser le service public ! N'oublie pas le sous-effectif structurel de notre établissement et les vacances de poste qui s'éternisent et qui dégradent tes conditions de travail ! N'oublie pas que, quotidiennement, c'est à toi que l'on demande de compenser ces défaillances organisationnelles et que l'huile dans les rouages qui permet de faire tourner la machine, c'est ta sueur ! Enfin, n'oublie pas ceux qui ont soutenu jusqu'au bout des politiques corrompus qui ont mangé dans la gamelle et qui ont fait honte aux services publics et à notre administration métropolitaine.

En mars, lorsque tu vas voter, c'est tout autant le citoyen local que le fonctionnaire territorial qui doit s'exprimer !



Martin Pasero
aux urnes citoyens !

« Vous voulez savoir ce que j'ai comme diplôme ? D'un système de légitimation des privilèges déguisé en méritocratie ? Formidable... »
Teddy, in Bugonia

Appel à contributions

Février ça passe vite y'a à peine 28 j- :-)

Ce journal est le vôtre, contactez-nous, rejoignez-nous, écrivez-nous !

Vincent Macé



l'agenda

- > **19 février** : campagne pour les élections du CAS : la CGT à votre rencontre, parc MOSAÏC et relais nature de Santes ;
- > **24 février** : la CGT à votre rencontre, musée de plein air ;
- > **5 mars** : la CGT à votre rencontre, relais nature de Tourcoing et ruche de Tourcoing ;
- > **8 mars** : Journée internationale des droits des femmes ;
- > **10 mars** : la CGT à votre rencontre, Crématorium de Wattrelos.
- > **15 et 22 mars** : élections municipales.

Retour sur la CAP du 10 février

En amont de la commission administrative paritaire (CAP) du 10 février 2026, un travail préparatoire approfondi a été conduit avec les services des Ressources Humaines, ainsi qu'avec les directeurs et chefs de service des secteurs concernés.

Ce travail a permis d'anticiper les situations examinées, de clarifier les éléments de contexte et de préparer des échanges dans un cadre partagé. Lors de la séance, les services RH ont apporté des précisions sur les procédures en cours et sur l'application des règles statutaires, en rappelant le cadre réglementaire ainsi que les marges de manœuvre existantes. Ils ont également souligné les contraintes actuelles en matière de gestion et d'arbitrage.

Le Vice-Président, Monsieur Christian Mathon, a rappelé les orientations portées par la direction et a insisté sur l'importance du dialogue avec les représentants du personnel. Il a indiqué que certains points nécessiteraient des analyses complémentaires par les services concernés, avec un retour ultérieur une fois l'ensemble des éléments consolidé. Les échanges ont permis d'identifier les points de vigilance et de formaliser les attentes en matière de suivi. Ils ont également mis en lumière les limites actuelles de l'exercice de l'instance, trop souvent réduite à un cadre d'information, avec des marges de manœuvre restreintes pour les élus et une capacité d'intervention parfois limitée. Dans ce contexte, les élus réaffirment

leur attachement au maintien de la commission administrative paritaire en tant qu'instance de dialogue social indispensable. Ils soulignent toutefois la nécessité de lui redonner pleinement son sens, en garantissant de réelles possibilités de propositions complémentaires aux listes, à l'initiative des organisations syndicales. Nous tenons à remercier Monsieur Mathon, VP RH, qui a souvent répondu positivement aux propositions de la CGT en CAP, sur l'ensemble de son mandat.

Eric Lainé
Céline Vandenberghe
élu.e.s CGT à la CAP

Quand un cinéma indépendant devient un enjeu électoral !

indépendant Lille cinéphile annonce la couleur : « Lille est la seule ville française de plus de 200 000 habitants qui ne dispose pas de cinéma indépendant » et ce, depuis la vente du Majestic et du Métropole à UGC.

À l'approche des élections municipales, l'équipe en place à la mairie de Lille a donné son accord pour qu'une association de cinéphiles exploite la salle de cinéma de Saint Sauveur, deux fois par mois, avec pour objectif de présenter des films du patrimoine qui ont marqué l'histoire du cinéma. « La vie est Belle » de Capra, « Les 400 coups » de François Truffaut, ou encore « Un ange à ma table » de Jane Campion pour ne citer qu'eux. L'association poursuit son combat avec une pétition en ligne car rien ne garantit que ce projet sera reconduit après les élections municipales. Pourtant, les candidats à la mairie de Lille n'auront pas d'autre choix que de s'intéresser de près à ce dossier, s'ils veulent garantir une diversité culturelle : Le 3 septembre 2025, Maxime Saada de Canal + annonce que le groupe de l'industriel Bolloré entend absorber le groupe UGC, un

des plus importants groupes européens d'exploitation de salle, 2e diffuseur de cinéma en France et également producteur de films et de séries TV. Au regard de la transformation éditoriale de chaîne de télévision CNEWS ou encore du Journal du Dimanche en quelques années, on est en droit de

s'interroger sur la direction que prendra la mainmise de l'industriel dans les différents segments du marché de la culture. Télévision, presse, maison d'édition, production et bientôt diffusion cinématographique. Le rouleau compresseur Bolloré est en marche et il ne semble pas prêt de s'arrêter.

Ne pas offrir à Lille, un cinéma indépendant reviendrait à donner raison à ceux qui aujourd'hui financent en France, et de manière totalement assumée, les idées nauséabondes de l'extrême droite. En conséquence, quelle image donnerait la future équipe municipale, si elle n'apportait pas son soutien au projet de Lille cinéphile ? L'essentiel ici est de préserver une indépendance qui s'adresse à tous, face à un courant de pensée que certains cherchent déjà à nous imposer. Vous pouvez apporter votre soutien au cinéma indépendant en signant la pétition via le QR code ci-contre.

léo-Sol Kouski



Rendre le **CAS** réellement accessible à toutes et tous : un engagement du mandat

Le Comité d'Action Sociale (CAS) est un outil essentiel de solidarité. Il permet aux agent-es de partir en vacances, d'accéder à la culture, de bénéficier d'aides sociales et de prestations indispensables. Pour la CGT, garantir son accessibilité, c'est garantir que chaque agent-e, quel que soit son site, son rythme

d'ouvrir les sorties à un public plus large, notamment aux familles et aux agent-es disposant de moyens limités. La mise en place d'une planification annuelle des sorties et une information régulière des agent-es ont également amélioré la visibilité des programmations et facilité l'anticipation des inscriptions et des dépenses.

contraint, mais surtout renforcement des possibilités de contact à distance. Les agent-es peuvent désormais joindre plus facilement le CAS via Teams, identifier clairement leurs interlocuteurs grâce à l'optimisation du site internet et prendre rendez-vous en dehors des horaires du kiosque. Afin de répondre aux besoins des agent-es

NOUVEAU : PARTEZ EN VACANCES VIA TEAMS POUR PAS CHER



des sites extérieurs, la livraison des chèques culture et autres prestations non dématérialisées via les espaces services sera mise en place au 1er trimestre de cette année, améliorant concrètement l'égalité d'accès au CAS.

Le numérique au service de l'égalité d'accès

Le mandat a également permis une avancée importante en matière de dématérialisation des prestations : paiement en ligne par carte bancaire, intégration des chèques vacances dématérialisés, possibilité d'échelonner

de travail ou son budget, puisse réellement en bénéficier. Depuis 2022, en présidant le CAS, la CGT a fait de l'accessibilité un axe central de son action.

Une accessibilité financière renforcée

Rendre le CAS accessible, c'est d'abord permettre au plus grand nombre de bénéficier des prestations sans que le coût soit un frein. Le travail du mandat a donc porté sur une diversification importante des offres : davantage de destinations, de formats, de durées et de niveaux de prix afin que chacun puisse trouver une prestation adaptée à son budget et à ses envies.

Le développement des excursions à la journée, moins coûteuses que les séjours avec nuitées, a permis

Ouvrir le CAS au plus grand nombre

La CGT a également porté la volonté de limiter le recours systématique au tirage au sort, souvent vécu comme une frustration par les agent-es. En augmentant le nombre de propositions, en diversifiant les formats et en multipliant les possibilités de participation, l'objectif est clair : permettre à un maximum d'inscrit-es de réellement bénéficier des sorties et prestations proposées. S'adapter aux nouveaux rythmes de travail L'accessibilité ne se limite pas aux tarifs. Elle concerne aussi l'accès concret aux services du CAS, dans un contexte marqué par le télétravail, des horaires variés, des sites extérieurs et des difficultés d'accès à Biotope. Le CAS s'est donc adapté : maintien du kiosque à Biotope malgré un contexte

ses paiements.

La refonte du site internet du CAS a simplifié les démarches et renforcé l'autonomie des agent-es, tandis que l'application Garance améliore la diffusion de l'information et la réactivité du CAS.

Le CAS : un droit, pas un privilège

Ce mandat a démontré qu'un CAS plus accessible, plus juste et plus proche des agent-es est possible. Pour la CGT, ce travail doit se poursuivre : renforcer l'accessibilité financière, améliorer encore l'information et continuer à adapter l'action sociale à l'évolution du travail et des sites. Parce que le CAS est un droit pour toutes et tous, et non un privilège.

Vos élu.e.s au CAS

Élections du CAS 2026 :

Entretien avec **Romain Audoux**, actuel vice-président Culture et société du CAS

À l'approche des élections du Comité d'Action Sociale d'avril 2026, la CGT a fait le choix de porter une liste ouverte, composée de syndiqué-es CGT mais aussi d'agent-es engagé-es partageant les valeurs de solidarité, d'égalité, d'émancipation et de service public.

Parmi eux, Romain Audoux, ancien secrétaire général FO et actuel vice-président Culture et société du CAS, a décidé de rejoindre la liste portée par la CGT. Il revient sur son parcours, son engagement et les raisons de son choix.

CGTinfos : Romain, tu es aujourd'hui vice-président Culture et société du CAS. Peux-tu revenir sur ton engagement au sein du Comité d'Action Sociale ?

Romain Audoux : J'ai toujours dit que le CAS était notre bien commun. Pendant quatre ans, en tant que membre du conseil d'administration, du bureau, mais aussi en tant que vice-président « Culture et société », j'ai vécu une aventure collective extrêmement enrichissante. Mon engagement a toujours été guidé par une volonté : rendre le CAS plus accessible, plus innovant et plus proche des agents. C'est une mission qui me tient à cœur et que je souhaite poursuivre.

CGTinfos : Tu as longtemps été engagé syndicalement à FO. Pourquoi avoir fait le choix de rejoindre aujourd'hui la liste portée par la CGT ?

Romain Audoux : Je ne suis en effet plus adhérent à FO, syndicat dans lequel j'ai été pleinement investi pendant de nombreuses années. Ce n'est pas rien. J'ai d'ailleurs fait le choix de prendre, au moins pour un temps, du recul vis-à-vis d'une adhésion formelle à un syndicat. Pour autant, je souhaite rester engagé au CAS. Lorsque Julie Van Eecke, présidente sortante du CAS, m'a proposé de rejoindre la liste CGT, je n'ai pas hésité longtemps : nous avons en effet très bien travaillé

ensemble durant le dernier mandat. C'est pour moi une opportunité rare de contribuer à un projet collectif tout en conservant ma liberté de réflexion et d'action, et de continuer à défendre des valeurs auxquelles je crois profondément, en particulier la Solidarité et l'Égalité.



CGTinfos : La liste CGT pour les élections du CAS 2026 se veut ouverte, composée de syndiqué-es mais aussi d'agent-es issus d'autres horizons. Que représente pour toi cette démarche ?

Romain Audoux : Le CAS doit incarner la diversité de notre communauté de travail. Une liste ouverte, c'est un signal fort d'inclusivité. Cela reflète d'ailleurs la gouvernance que Julie Van Eecke et la CGT ont mis en place durant ce mandat : une approche ouverte, constructive et bienveillante, toujours centrée sur l'intérêt des agents. Cette dynamique se voit bien dans cette liste 2026 de la CGT, pleine d'une belle énergie : elle rassemble des collègues aux parcours variés, ce qui est une vraie richesse pour le CAS. C'est une preuve que l'on peut avancer ensemble, au-delà des clivages, pour défendre un service public de qualité.

CGTinfos : Concrètement, qu'est-ce qui a été fait ces dernières années sur les prestations culturelles du CAS ?

Romain Audoux : En plus du pass culture, la mise en place du chèque culture a été une belle avancée. Concernant l'offre de billetterie, les

grandes salles (Zénith, Stade Pierre-Mauroy, Théâtre Sébastopol) côtoient désormais une offre complémentaire avec des lieux comme La Rose des Vents, Le Prato ou l'Aéronef, pour ainsi diversifier les propositions. Par ailleurs, les conférences proposées sur le temps du midi sont désormais systématiquement accessibles en visioconférence, afin que les collègues des sites territoriaux puissent également en bénéficier. En résumé : plus d'accessibilité et d'innovation.

CGTinfos : As-tu des actions qui te tiennent particulièrement à cœur pour le prochain mandat ?

Romain Audoux : J'ai plusieurs idées que j'aimerais voir aboutir. D'abord, un voyage en train de nuit vers une capitale européenne : une initiative à la fois écologique, sociale et conviviale, qui pourrait séduire de nombreux collègues. Ensuite, le remboursement d'abonnements musicaux (comme Deezer) via le pass culture, une mesure moderne qui répond aux usages numériques actuels. Enfin, je souhaite que le CAS continue à s'engager sur des enjeux sociétaux forts, comme les actions organisées pour le 8 mars (Journée internationale des droits des femmes) et le 25 novembre (Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes). Ces initiatives confirment l'ancrage social et solidaire du CAS.

CGTinfos : Un dernier mot pour les agent-es à l'approche des élections du CAS ?

Romain Audoux : Le CAS est un espace unique, où les agents construisent des projets pour les agents. Pour le préserver et le renforcer, il est essentiel que chacun·e exprime son attachement en votant. Ces élections sont l'occasion de réaffirmer notre engagement collectif. **Alors, en avril 2026, votons massivement pour un CAS ambitieux et solidaire ! Votons pour la liste d'ouverture CGT !**

mais qu'est-ce qu'ils ont contre les lapins ?

La CGT MEL rencontre (enfin !) le Président !

Si l'ex-Président Castelain n'a jamais répondu aux demandes de rendez-vous de la CGT MEL durant ses deux mandats, le Président Skyronka, à peine élu, nous a reçus le vendredi 22 janvier en présence de Monsieur Mathon (VP RH), du Directeur de cabinet, du Directeur général des services et d'un représentant du dialogue social. La méthode Castelain est bien derrière nous et tant mieux ! L'occasion pour Julie, Martin et Fred de présenter la CGT, notre attachement à la démocratie sociale et à la « double besogne » qui guide notre action (c'est-à-dire tout à la fois s'engager au quotidien pour améliorer les conditions de travail de nos collègues et proposer un modèle alternatif permettant l'émancipation de l'ensemble des travailleurs). Nous avons évidemment relié les sujets locaux aux problématiques nationales chaque fois que nécessaire. Sur les questions des rémunérations, du droit à la déconnexion par exemple. Nous n'avons pas manqué de rappeler notre attachement au CAS et que nous avons besoin d'espace pour aller au contact des agents en vue des élections d'avril. Nous nous sommes arrêtés longuement sur le futur site MEL2 en rappelant que pour la CGT, c'est de l'espace de travail des agent-e-s et de leurs besoins qu'il fallait partir pour concevoir le bâtiment. Rappelant que nous n'avons jamais pu aborder cette question-là dans les instances ou dans les pseudo-réunions de concertation organisées sur le sujet MEL2 et dont l'ordre du jour avait été cadencé. Ainsi, nous avons rappelé notre exigence d'un changement de méthode avec un recours

plus systématique à des expertises externes en instance, des études d'impact en cas de changement d'envergure, et la signature d'accords, ce qui nous était refusé par Castelain. Ainsi, et pour illustrer cette méthode,

alors que la CGT a été destinataire le 2 février d'un courrier du Président Skyronka nous informant que le Directeur général des services avait été mandaté pour « faire des propositions autour des modalités de concertation et



nous avons remis au Président un dossier relatif à la PSC (protection sociale complémentaire) dont le cadre a changé et qui impose aux employeurs territoriaux la signature d'un contrat collectif obligatoire avec participation minimum de l'employeur de 50% avant...2029. La loi prévoit justement la signature d'accords avec les OS sur cette question. Il faudra donc bien s'y coller. La CGT est prête, et nous exigeons de la MEL qu'elle ouvre ce chantier dès 2026. Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions... Le cadre de cette rencontre n'était pas nécessairement d'avoir des retours immédiats, mais bien pour nous de poser les grands principes et les principaux chantiers qui occuperont notre organisation pour les mois à venir. Le message semble avoir été reçu

d'association des organisations syndicales sur les thématiques structurantes que sont l'extension de Biotopie, le droit à la déconnexion ou encore le recours à l'Intelligence Artificielle »... C'est un bon début et nous saluons la démarche... Bien qu'on ne soit pas des lapereaux de trois semaines et qu'à quelques jours des municipales, on mesure la portée très relative de cet engagement. Affaire à suivre donc...

Julie, Martin, Fred

On appl 'Audit bien fort !

Il faut parfois regarder dans le rétroviseur pour voir une issue...

C'est littéralement ce qu'on dû faire les collègues de la Direction Audit, Évaluation et Performance sur le dossier des Espaces Naturels Métropolitains.

Depuis le Comité Social Territorial de décembre 2023, à l'occasion d'une proposition de réorganisation du service Création et Gestion Paysagère, la CGT MEL alerte l'administration sur les difficultés rencontrées aux ENM : Augmentation des espaces à gérer sans augmenter les ressources (humaines et budgétaires) nécessaires, divergences de points de vue entre les deux pôles en charge de la thématique sur la priorisation des travaux à engager et sur l'organisation à mettre en œuvre.

En 2024, l'administration n'avait pas voulu entendre mais le sujet était tellement vif, qu'il ne pouvait pas être enterré. Au point qu'en juin 2025, le DGS annonçait finalement, après une intervention vigoureuse de la CGT, le lancement d'un audit pour constater ce que la CGT MEL s'évertuait à dire depuis des mois : le problème est profond. Car c'est bien la conclusion de cet audit fleuve conduit en interne par la DAEP, issue d'un travail colossal

mené de juin à décembre 2025, mêlant entretiens d'une quarantaine d'agents et lecture d'une quantité phénoménale de documents cadres synthétisant à peu près 30 ans d'histoire



de cette politique publique locale. **Le constat est clair, l'administration avoue sa responsabilité dans l'échec** de l'intégration du syndicat mixte ENM en 2016 et dans le fait qu'elle n'a pas réinterrogé son organisation alors que cela lui avait été demandé à l'occasion

d'un Comité Technique Paritaire en 2019 (ancien nom du CST pour les plus jeunes). La MEL a adopté une stratégie 2016-2026 ambitieuse et n'a pas su mettre les moyens pour y parvenir. Mais maintenant que c'est dit, c'est quoi la suite? Le travail n'est pas terminé évidemment car il va falloir remettre du dialogue et du « faire ensemble » là où c'est nécessaire. Au programme très vite d'ici la fin mars une série d'ateliers avec présence de médiateurs pour « Normaliser les relations ». L'enjeu étant de retrouver les conditions du dialogue pour ensuite s'attaquer au gros morceau du « qui fait quoi » ! Une fois ces règles établies il faudra les suivre et s'y tenir car elles détermineront les capacités à réaliser le programme validé par les élus pour le prochain mandat. Et cela pourrait déboucher fin 2026-début 2027 sur une nouvelle organisation au service de ces engagements. Nous resterons à l'écoute des collègues, vigilants à chaque étape du processus et ne manquerons pas de vous partager les actualités de ce dossier.

Camille et Christian
référents de sites ENM pour la CGT MEL

Mode recrutement des saisonniers

Quand la MEL se la joue start-up innovante et en oublie les fondamentaux.

La MEL recrute chaque année une centaine de collègues saisonniers pour faire tourner ses parcs, ses espaces naturels et Relais Nature.

Chaque année, c'est une course contre la montre pour trouver avant l'ouverture des sites début avril, celles et ceux qui voudront bien signer un contrat de moins de 6 mois et faire preuve de « disponibilité et souplesse horaire : les activités ont lieu en semaine, les week-ends et jours fériés »- pour « une rémunération mensuelle nette de 1462,64 € » dixit l'annonce.

Ce que l'annonce ne dit pas, en revanche, c'est que la MEL profite de ces candidats souvent jeunes et peu expérimentés pour tester sur eux de nouvelles méthodes de recrutement. En l'occurrence, la MEL demande aux jeunes candidats de leur envoyer une courte vidéo de présentation pour qu'ils mettent en avant leurs expériences passées et leurs

compétences, l'équivalent d'un CV animé et parfois même monté ! Si le procédé peut paraître ludique et renverrait l'image d'une administration au rendez-

vous de la Gen'Z, c'est aussi un moyen profondément discriminant. Elle expose les candidats aux jugements fondés sur l'apparence physique, l'âge, le genre, l'origine réelle ou supposée, l'accent ou le handicap- autant de critères sans lien avec les compétences nécessaires pour travailler à l'accueil, à l'entretien ou à l'animation nature des sites ENM. À l'heure où le MEDEF propose un « CDI spécial jeunes » résiliable sans motif, rappelons que les candidats saisonniers ne doivent pas être considérés comme une main d'œuvre au rabais. Ils méritent un traitement équitable, un recrutement objectif, des procédures transparentes, et ne devraient pas être les cobayes du laboratoire d'innovation de la marque territoriale MEL.



Camille

Ni à la MEL, ni ailleurs « Pas de facho au boulot ! »

Il est difficile de parler d'extrême droite au singulier, tant ses représentations sont diverses dans l'histoire comme dans les champs de la société.

Pétain, l'OAS, puis le FN créé en 1972, sa banalisation avec le RN... Dans les médias Bolloré, Hanouna, Eugénie Bastié en sont les porte-voix. Chez les influenceurs avec Soral, Papacito... mais aussi parmi les mécènes, comme Pierre-Edouard Sterin qui met sa fortune

vision conspirationniste du monde, le refus de la diversité et de l'égalité, la surveillance et la sécurité. C'est la peur et la haine qui dominent ces idéologies, l'affrontement identitaire, l'obsession de la décadence et du complot. On retrouve même l'extrême droite dans des mouvements homonationalistes ou fémonationalistes, dont le réel objectif est de stigmatiser et exclure les étrangers, les musulmans, les migrants.

Ainsi, à travers les blagues entre collègues, les réseaux sociaux et des posts qui ne se revendiquent pas clairement mais qui ont tout l'apparat et la symbolique identitaire, l'idéologie se brutalise. Rappelons que ce qui relève de la discrimination et du racisme sous toutes ses formes tombe sous le coup de la loi. Au Parlement, les partis d'extrême droite ont voté contre la quasi-totalité des lois favorables aux travailleurs, aux salariés, aux services publics. Par exemple en 2022, Le Pen s'est opposée à la revalorisation



pour combattre une soi-disant horde d'exilés musulmans qui déferlent sur la ville. Dans tous les cas, il faut s'assurer la loyauté des fonctionnaires au chef et à l'idéologie. Alors les agents sont la première cible : « Le projet du RN pour la Fonction publique repose sur un contrôle autoritaire qui détourne le sens même du service public : au lieu de garantir l'égalité de traitement, la neutralité et la cohésion sociale, il cherche à orienter l'action des agents vers des missions de surveillance, de tri social et de suspicion généralisée. Dans cette vision, les agents territoriaux ne sont plus garants de l'accès aux droits, mais deviennent des relais idéologiques chargés d'identifier, signaler et exclure certaines catégories en contradiction totale avec les principes fondamentaux du droit public (p20) ». La CGT met à votre disposition le livret « pas de facho au boulot » pour mieux comprendre et savoir comment réagir.

Frédéric Parisot
Antifa



au profit d'un projet « Péricle » et du financement d'écoles et think tanks visant à faire passer 300 communes au RN. Nul doute que ce dernier compte les jours avant les élections municipales, les 15 et 22 mars, avec impatience. Mais aussi un réseau de groupuscules identitaires comme les zouaves, ou génération identitaire, pour beaucoup issus de l'aristocratie. Dans ces différentes approches, on retrouve des constantes : la priorité nationale et le patriotisme économique, la critique du système, le racisme, la xénophobie, l'homophobie, l'antisémitisme, globalement une

vision du point d'indice. Les extrêmes droites sont devenues tellement influentes qu'il n'y a pas besoin d'attendre qu'elle soit au pouvoir pour irriguer les idées des partis se disant plus républicains, comme LR ou la Macronie. Plusieurs villes en France ont servi de laboratoire : à Hayange par exemple, 80 postes de titulaires ont été supprimés, à Marignane, on a supprimé les repas alternatifs pour les enfants ne mangeant pas de porc à la cantine, et à Béziers, la communication très agressive reprend l'imagerie pétainiste



La CGT sur les réseaux, toutes les actualités tous les jours !
Facebook : <https://www.facebook.com/cgtmel>
Instagram : https://www.instagram.com/cgt_mel/
LinkedIn : <https://www.linkedin.com/in/cgt-mel-504634202/>
Site web : <https://www.cgt-mel.fr> (ou vous flashez les QR codes à côté)

